

Déclaration de la jeunesse dans le cadre de la septième Semaine forestière méditerranéenne

Cette déclaration présente les défis et les recommandations des jeunes qui ont participé au Dialogue pour la jeunesse méditerranéenne le 22 mars 2022 dans le cadre de la septième Semaine forestière méditerranéenne (7SFM).

Articulée autour quatre questions, la discussion a permis de faire ressortir cinq grands points. Les recommandations figurent dans chaque point et doivent être prises en compte pour le débat de haut niveau de la 7SFM.

1. Des processus participatifs et décisionnels inclusifs à tous les niveaux

Nous, les jeunes de la région méditerranéenne, sommes confrontés à un manque d'inclusion, de participation et de représentation dans les dialogues politiques et les processus décisionnels. Il existe un profond fossé entre les politiciens et les jeunes, et nous manquons d'institutions de gouvernance décentralisée dans lesquelles participer. De manière générale, notre expertise et nos contributions scientifiques dans ce secteur ne sont pas prises en compte dans l'élaboration des politiques, la création des projets et l'application des lois. En outre, les disparités entre les sexes et les générations caractérisent le secteur forestier. À l'heure actuelle, il s'agit d'un secteur dominé par les hommes et peu accessible aux jeunes générations qui devrait être plus inclusif, diversifié et représentatif. Nous reconnaissons le risque que représentent les pratiques d'«intégration des jeunes», dans lesquelles le rôle et la participation des jeunes sont «symboliques» et dans lesquelles les représentants des jeunes sont invités à s'exprimer mais ne sont généralement pas invités à collaborer avec les responsables et les décideurs de haut niveau.

En conséquence, nous recommandons:

- Un soutien multisectoriel aux comités, réseaux et organisations de jeunes (et un soutien en faveur de leur création) dans lesquels les jeunes peuvent contribuer, faire pression et être sollicités pour apporter leur contribution.
- Que les gouvernements instaurent la confiance et assurent la communication avec les représentants des jeunes, les organisations dirigées par des jeunes, les réseaux de jeunes, la société civile et les assemblées de citoyens composées de jeunes afin de favoriser les consultations, l'implication et la participation des jeunes dans les processus d'élaboration des politiques dans le secteur forestier.
- Que les gouvernements facilitent l'accès des jeunes aux initiatives du secteur public et impliquent les jeunes dans les projets et activités du secteur forestier.
- Que les gouvernements encouragent et soutiennent une gouvernance décentralisée à laquelle les jeunes peuvent participer.
- Que les organisations internationales, le secteur privé, la société civile et les gouvernements reconnaissent les jeunes à leur juste valeur en tant qu'agents du changement.
- Que les acteurs étatiques et non étatiques fassent davantage d'efforts pour réduire les disparités entre les sexes et les âges dans le secteur forestier en recrutant des jeunes et des femmes et en les soutenant dans leurs activités.

2. Des ressources et des opportunités à la fois économiques et financières

Nous, les jeunes, sommes confrontés à un manque d'opportunités d'emplois décents et de soutien financier dans le secteur forestier. Cette situation complique la transition entre les études et le monde du travail et limite l'intégration socio-économique des jeunes générations dans les sociétés méditerranéennes. Les rares possibilités de financement pour l'entrepreneuriat et la recherche sont souvent difficiles à obtenir en raison du manque d'informations et d'une bureaucratie excessive.

En conséquence, nous recommandons:

- Une collaboration multisectorielle ainsi que des partenariats entre le secteur privé et le secteur public susceptibles de créer des opportunités d'emplois décents pour les jeunes et de rendre les efforts de restauration des forêts plus attrayants sur le plan financier, notamment avec la création d'emplois verts.
- Une collaboration multisectorielle pour offrir aux jeunes un enseignement et une formation technique et professionnelle de qualité conjuguant enseignement théorique et formation pratique sur les pratiques de gestion forestière durable (stages, programmes de mentorat, activités de renforcement des capacités, formations spécialisées) afin de faciliter leur entrée sur le marché du travail.
- Que les gouvernements incluent les professions forestières dans les mécanismes d'aide, accordent des subventions et apportent un soutien global aux concours et aux camps d'entraînement afin de développer les start-ups et les projets lancés par des jeunes dans le secteur forestier.

3. Des programmes éducatifs, des formations en foresterie et le renforcement des capacités

Nous, les jeunes, constatons un manque de programmes d'études sur la foresterie dans la région. Bien souvent, les programmes ne nous préparent pas, nous les jeunes, à entrer sur le marché du travail, ni à poursuivre une carrière dans le secteur forestier. En outre, le partage de connaissances entre les universitaires et les organismes de recherche, d'une part, et les industries forestières du secteur privé et les processus décisionnels, d'autre part, est insuffisant. Enfin, nous constatons un manque de formation technique et de possibilités de renforcement des capacités dans le secteur forestier, ainsi qu'un manque d'information et de communication à ce sujet.

En conséquence, nous recommandons:

- Que le secteur universitaire offre des programmes accessibles aux jeunes. Ces programmes doivent leur permettre d'acquérir des connaissances techniques et les informer sur les perspectives socio-économiques et l'économie politique mondiale du secteur forestier.
- Que le secteur universitaire fournisse une orientation professionnelle aux étudiants afin de faciliter leur transition vers le monde du travail dans le secteur forestier.
- Une collaboration multisectorielle entre les gouvernements, le secteur privé et le secteur universitaire pour créer et encourager le renforcement des capacités et les formations dans le secteur forestier pour les jeunes, afin de les aider à acquérir des compétences techniques et des outils pour entrer dans la vie active.
- Que les gouvernements, le secteur privé et le secteur universitaire assurent le partage des meilleures pratiques et le partage des connaissances entre et avec les jeunes.
- Que l'enseignement primaire et secondaire sensibilisent les jeunes générations aux avantages et aux possibilités de carrières dans le secteur forestier, tant dans les zones rurales qu'urbaines, et qu'ils

présentent les défis et les problèmes liés au changement climatique et aux pratiques de gestion forestière non durables.

4. Le fossé entre les zones rurales et les zones urbaines

Nous, les jeunes méditerranéens des zones rurales, sommes confrontés à de plus grandes difficultés pour accéder aux formations et aux opportunités professionnelles. La grande disparité entre les zones rurales et urbaines pousse à l'abandon des campagnes et à la migration vers les zones urbaines. Cela entraîne également la perte du partage intergénérationnel des connaissances, pratiques et traditions de gestion forestière au sein de nos communautés locales et, par conséquent, la perte des pratiques de conservation de la biodiversité. En outre, la mobilité est une contrainte car les zones forestières et rurales sont difficiles d'accès en l'absence d'infrastructures publiques ou de moyens de transports privés.

En conséquence, nous recommandons:

- Que les gouvernements reconnaissent, consultent et impliquent les organisations locales de jeunes dans les mécanismes de prise de décision décentralisés.
- Que le secteur privé et le secteur universitaire offrent davantage de possibilités aux jeunes ruraux et dans les zones rurales.
- Que les gouvernements et le secteur privé soutiennent les communautés locales et rurales dans leur intégration au secteur forestier.
- Que les gouvernements développent des systèmes de transports publics pour améliorer l'accessibilité des zones rurales et forestières.

5. La communication et la transparence des informations sur les questions forestières

Nous, les jeunes, sommes souvent exclus des processus de communication sur les pratiques et les décisions de gestion forestière locale. En outre, de nombreux jeunes n'ont pas conscience des problèmes environnementaux qui affectent leurs écosystèmes locaux et ne s'y intéressent pas. Cette situation est également due à l'absence d'informations tirées de sources fiables. Il y a un manque de communication sur les questions internationales relatives aux forêts aux niveaux socioculturel, économique et politique, ce qui limite notre connaissance des questions forestières mondiales telles que l'accaparement des terres des communautés locales et le domaine ancestral des peuples autochtones, ou encore la vulnérabilité des communautés locales aux feux de forêts.

En conséquence, nous recommandons:

- Que toutes les parties prenantes locales et régionales améliorent la communication et le partage des informations sur les pratiques de gestion forestière afin de toucher les jeunes et de les inciter à y participer.
- Que les acteurs étatiques et non étatiques créent et fassent la promotion des campagnes de sensibilisation aux questions environnementales et aux pratiques de développement durable et de gestion forestière qui valorisent les pratiques locales.
- Que les acteurs étatiques et non étatiques utilisent des moyens de diffusion modernes, comme les médias sociaux et les podcasts, afin de toucher un plus grand nombre de jeunes mais aussi de faciliter et d'accélérer les actions de sensibilisation et de communication.

- Que les acteurs étatiques et non étatiques sensibilisent le public aux défis de la foresterie mondiale tels que les droits fonciers des communautés locales et des populations autochtones, ainsi que la gestion des feux de forêt.
- Que le secteur privé, les gouvernements et la société civile respectent le savoir traditionnel et les connaissances écologiques des peuples autochtones et des communautés locales. Ils doivent les consulter et les inclure dans les processus décisionnels et garantir leur consentement préalable, libre et éclairé.

Conclusion

Nous, les jeunes, reconnaissons la nature collaborative de ces recommandations et nous appelons les secteurs et les parties prenantes clés (gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales, la communauté scientifique, le secteur universitaire et le secteur privé) à créer un environnement propice à la réalisation de notre potentiel dans le secteur forestier.

Nous appelons à une meilleure communication et à une meilleure coordination entre tous les acteurs afin de nous considérer, de nous valoriser et de nous inclure, nous les jeunes et nos réseaux, associations et organisations, en tant que partenaires indispensables. Nous appelons à la création d'espaces plus ouverts et décentralisés qui encouragent et respectent la participation de la jeunesse et les échanges avec elle, afin que nous puissions contribuer à améliorer le statu quo et à relever les cinq défis susmentionnés.